



POLITIQUE

NKOGHE BEKALE À L'ÉPREUVE DES DÉPUTÉS

Quarante-cinq jours après sa nomination, le Premier ministre Julien Nkoghe Bekale fait demain devant les députés réunis au palais Léon-Mba sa déclaration de politique générale. Une intervention qui sera suivie d'un débat et d'un vote dont il n'a, a priori, rien à craindre.

Page 2



POLITIQUE

L'APPEL DE MYBOTO

Dans une déclaration faite samedi en tant que citoyen et acteur politique, le président de l'Union nationale (UN) Zacharie Myboto a invité les Gabonais à répondre, avec "spontanéité et détermination", au travers d'une concertation nationale et à l'appel de la "mère patrie", à ses yeux "très malade".

Page 3

n° 12954 - Lundi 25 Février 2019

43e année - 24 Pages - 400 Fcfa



SONAPRESSE, BP 3849 Libreville-GABON. Rédaction : Tél. 01 73 58 60 - Fax : 01 73 58 63 . Exploitation Publicité: Tél. 01 73 58 61 - Fax 01 73 58 62

ECONOMIE

SOGATRA : UN RAPPORT ACCABLANT



Emplois fictifs, double rémunération, prédation des recettes... C'est un rapport accusateur qui vient d'être remis au ministre des Transports Justin Ndoundangoye.

Le brûlot ainsi que les propositions pour redresser l'entreprise devraient, dans les heures qui viennent, atterrir sur la table du Premier ministre.

Page 5

JUSTICE

15 ANS DE PRISON POUR VOL QUALIFIÉ



Reconnu coupable de vol qualifié commis avec violence fin 2017, Mouity-Bignoumba, 25 ans, a été condamné la semaine dernière à 15 ans de réclusion par la Cour d'appel judiciaire de Mouila siégeant en audience criminelle. Peine assortie de 650 000 francs de dommages et intérêts.

Page 9

SPORTS

MISSILE FC ET MANGASPORT D'ATTAQUE



Rares artificiers d'une journée initiale du Gabon Oil National-Foot 1 pauvre en buts (5 au total), Missile FC et CF Mounana en sont les deux seuls vainqueurs

dans leurs poules respectives (A et D) grâce à leurs succès, respectivement sur CF Mounana (2-0) et AS Dikaki (1-0)

Pages 11 à 14

POLITIQUE

Les nouveaux maires dans l'expectative

Page 3

SOCIÉTÉ

PMUG : le parieur qui pesait 100 millions

Page 8

ETRANGER

Sénégal, Nigeria : qui sera le prochain président ?

Page 21

Opération du parquet dans les quartiers de Libreville

QUE D'INTERPELLATIONS !



Pour son deuxième week-end consécutif, l'opération à l'initiative du parquet de Libreville dans plusieurs quartiers de Libreville où sévit une certaine forme d'insécurité a donné lieu, dans la nuit de vendredi à samedi, à une cinquantaine d'interpellations. Parmi celles-ci, de nombreux mineurs fréquentant snack-bars et discothèques. Nombre d'entre eux ont été remis en liberté dès samedi à la mi-journée. Le procureur de la République près le tribunal de première instance de Libreville, Olivier N'Zaou, qui a personnellement supervisé l'opération, indiquant que celle-ci en est encore au stade de la sensibilisation.

Page 9

Pour moi quoi...

Et si on communiquait sur les résultats de tous les audits de toutes les sociétés publiques et parapubliques, quel gros scandale...financier aurions-nous droit ?

Jusqu'à-là, depuis que le Gabon est Gabon, on a souvenance que c'est la première fois qu'un ministre de la République - et qui plus est en exercice -, prend son courage à deux mains pour livrer à ses collaborateurs les conclusions sur la gestion d'une entreprise publique placée sous sa tutelle. C'est vrai que moi Makaya, je n'avais de cesse de prévenir les pouvoirs publics avec à sa tête son patron, c'est-à-dire le chef du gouvernement, sur la gestion scabreuse et opaque de Sogatra. Qui ne sait pas que cette société d'Etat est un machin au service des hommes politiques qui y casent copains, coquins, porteurs de valise et

autres nanas de 1ère, 2e, 3e jusqu'à l'infini catégoriel. C'est aussi là-bas que ces gens-là avec la complicité des "placés" qu'ils constituaient les trésors de guerre pour financer leur...politique. Ça, c'est de notoriété publique...

Donc, tout le monde - directeurs, chefs de service et même chauffeurs et contrôleurs - piochait dans la caisse. On le savait bien mais, on a laissé parce que cela servait les intérêts des uns et des autres. Le drame, c'est que le hold-up se perpétrait au détriment de l'avenir des employés. Le ministre l'a dit. Ça, il faut le saluer. Voilà une situation que vivent la plupart des sociétés publiques et parapubliques.

Si le pays pouvait s'accommoder avant des gaspillages et autres prédatations, aujourd'hui, il n'en a plus les moyens. Alors, il faut arrêter ça quoi...

... Makaya